

PCF

secteur
Économie
sociale
et solidaire

COOPÉRACTIF

mars-avril 2016

Le congrès du Parti communiste doit être l'occasion de réfléchir collectivement à la place de l'économie sociale dans un projet d'alternative, de dialoguer en ce sens avec les acteurs de l'ESS. Le groupe de travail *Économie sociale et solidaire* du PCF a pris deux initiatives qui s'inscrivent dans la démarche *La France en commun*. Ce numéro en fait le compte rendu.

Nous avons ainsi voulu marquer notre volonté de promouvoir les initiatives progressistes de l'Économie sociale et solidaire et de nous appuyer sur le potentiel émancipateur porté par ses formes les plus avancées.

Les 250 participants au Forum ESS organisé le groupe GUE-Gauche unitaire à Bruxelles ont également montré la nature de l'alternative que représente l'ESS en Europe.

Après ces trois rencontres, les États généraux du numérique ont montré la convergence entre pratiques et valeurs des communautés du logiciel libre et coopératives (Scop, Scic et CAE) : coopération volontaire, absence de hiérarchie, production de richesses pour le commun. Cela confirme qu'on ne peut plus penser alternative sans s'intéresser à la place de l'ESS dans une vision renouvelée de notre société.

contact

Sylvie Mayer
mayersy@wanadoo.fr
06 81 74 10 13

Jean Huet
jeanhuetmtp@gmail.com

retrouvez nous sur <http://ess.pcf.fr>

**L'ESS DANS LES (NOUVELLES)
POLITIQUES URBAINES
REGARDS CROISÉS, ANGERS
LES 08, 09 ET 10 JUIN 2016**



La France en commun vue par l'ESS

À l'initiative du groupe de travail ESS du PCF, Pierre Laurent a accueilli au siège du Parti plusieurs acteurs de l'ESS pour parler avec eux du texte *La France en commun*.

Parmi eux, Jean-Louis Cabrespines, président du Conseil national des chambres françaises de l'ESS (CNCRESS); Nicolas Mérigot, délégué national du CJDES; François Bernard, dirigeant du MES; Patrick Norynberg, responsable d'une Régie de quartier; Jean-François Bolzinger, dirigeant de l'UGICT-CGT; Benoît Borrits, responsable association *Pour l'Autogestion*; Joseph Sangiorgio, CAE Coopaname...

Retour sur un échange riche.

le mot d'accueil de Pierre Laurent

La contribution *La France en commun* n'est qu'un apport destiné à être enrichi, redéfini pour atteindre un projet construit avec une large participation de citoyennes et citoyens.

Il est clair que l'ESS a toute sa place dans ce projet, de par ses valeurs et ses pratiques, de par ses résultats, de par son potentiel émancipateur. Nous ne sommes pas en admiration béate et sans critique, nous connaissons les failles, les reniements qui peuvent exister.

Mais nous savons aussi que l'ESS peut jouer un rôle majeur dans la transformation de la société, qu'il s'agisse de la façon dont les mutuelles organisent la solidarité, ou comment les Scop et Scic ont permis aux travailleurs de s'approprier leur outil de travail, la gestion et les stratégies de leur entreprise. Elles font la démonstration que les salariés peuvent avoir des droits nouveaux très élargis, mais aussi contribuer par leur gestion à de nouvelles façons de produire plus écologiques, plus équitables, et nous souhaitons réfléchir avec vous aux moyens de

développer le nombre de ces entreprises.

Vos compétences, votre expérience et vos pratiques sont indispensable à la construction d'une voie nouvelle de gestion de notre pays, mais aussi de l'Europe.

Nous sommes bien conscients que dans les débats autour du rôle de l'ESS deux orientations s'affrontent : d'un côté une ESS palliative qui souhaite avoir sa place dans l'économie telle qu'elle est, de l'autre une économie sociale, alternative au capitalisme.

Pour notre part, nous considérons l'ESS, ses entreprises coopératives, ses mutuelles, ses associations, comme l'un des piliers d'une alternative au capitalisme, qui peut se combiner, s'articuler à d'autres éléments comme les services publics étendus et démocratisés, des nationalisations de certains grands outils de production, une sécurité sociale plus solidaire, plus efficace et elle aussi plus démocratiquement gérée.



LA PAROLE AUX ACTEURS

Si le texte *La France en Commun* ne consacre explicitement que quelques lignes à l'ESS, Jean-Louis Cabrespines souligne le sentiment, très positif, que ses valeurs et principes imprègnent l'ensemble du texte. Ce qui renvoie à l'idée partagée par tous que l'ESS est résolument une autre forme d'entreprendre, pas une économie de l'assistance, de la réparation.

Pour Jean-Philippe Milesy, il est donc important de ne pas considérer l'ESS à partir de ce qu'elle est trop souvent (banalisée,

indistincte) mais du potentiel de transformation que ses formes avancées portent.

Si le débat actuel s'inscrit dans une crise démocratique et un développement des injustices, il faut rappeler, pour Nicolas Mérigot, que l'ESS est une bataille politique posant trois questions essentielles : celle de la propriété collective, de la démocratie, et de la territorialisation de l'économie. L'ESS dans l'alternative demande donc un travail sur les objectifs, les moyens et les pouvoirs (Denis Durand). .../...

« La démocratie n'est pas une évidence naturelle mais une construction sociale »

Joseph Sangiorgio

LA PAROLE AUX ACTEURS

.../... Tout au long des échanges, les participants ont témoigné et rendu concrètes les notions particulièrement fortes dans l'ESS : l'appropriation sociale (exemple de l'expérience de La Fabrique du Sud (ex-Pilpa) pour Benoît Borrits, la démocratie (Joseph Sangiorgio et Jacques Michelet), la place primordiale des salariés dans toute démarche ESS, l'utilité générale et l'intérêt social (Jean-François Bolzinger), ou encore celle des communs.

Telle que l'ESS est évoquée dans ce débat, elle ne peut l'être qu'en lien avec d'autres forces sociales. Dans cette dimension, elle peut constituer un choix

structurant de société, selon Patrick Norinberg.

En conclusion, Maurice Décaillot rappelle que le marché concurrentiel déstabilise l'ensemble des rapports sociaux. Il oppose l'homme à l'homme.

Face à une compétitivité destructrice, la solidarité est une question mondiale (exemple des échanges équitables). La pression concurrentielle pèse de la même manière sur les entreprises de l'ESS (banalisation, dérives).

Il y a donc urgence de travailler à la construction d'une alternative solidaire anticapitaliste.

la recherche pour l'ESS



Les commissions Enseignement supérieur/recherche et ESS du PCF ont co-organisé le 19 février dernier une rencontre autour de la recherche pour l'ESS. Parmi les participants, Bruno Chaudret (chimiste président du conseil

scientifique du CNRS), Bernard Paraque (professeur finance et économie sociale), Stéphane Veyer (ex DG Coopaname) et Jean-Noël Acqua (commission ESR), Janine Guespin (commission ESS et Espace Marx), Annick Jacq (Espace Marx), Sylvie Mayer (commission ESS), Anne Mesliand (commission ESR).

La réunion avait pour but de faire dialoguer 3 chercheurs impliqués dans l'ESS, de façon et dans des domaines différents, afin de mettre en évidence les

points de convergence sur lesquels il serait intéressant et utile de travailler, lors d'une réunion plus vaste, réunissant, dans le cadre des deux commissions du PCF, ESR et ESS, chercheurs et acteurs de l'ESS sur cette question.

En dépit de grandes différences entre les domaines de recherche (sciences expérimentales, sociologie et économie), quelques pistes communes ont émergé. Des recherches en direction des entreprises de l'ESS sont utiles, qu'il s'agisse de recherches technologiques pour aider une entreprise coopérative, de recherches-action sur la conception de l'entreprise coopérative, ou encore qu'elles concernent les rapports entre l'entreprise et le territoire.

Mais le constat est le même, la difficulté de les initier. Une des causes réside dans l'absence d'incitation, les deux mondes s'ignorent trop souvent.

Par exemple, les salariés de Goodyear, dans la perspective de fermeture de leurs usines, voulaient se doter d'une « véritable structure de recherche et développement ». L'idée était de monter un labo de recherche avec les salariés de l'entreprise Goodyear et des ingénieurs en retraite, dans le cadre d'un projet de reprise de l'entreprise en Scop. Le CNRS a alors lancé un appel à soutenir les Goodyear. Stéphane Veyer propose à ce titre de réfléchir à une forme d'organisation d'anciens chercheurs et ingénieurs pour appuyer des projets de reprise.

3 pistes de travail sont apparues

1. La nature des recherches qui concernent plus directement les entreprises coopératives (avec notamment un besoin d'interdisciplinarité), et l'aide qu'elles pourraient apporter au développement de ces entreprises (Scop et Scic).
2. Les méthodes permettant de sensibiliser les chercheurs à ces questions
3. Les structures à créer dans cette optique, à court et à moyen terme (comme la création de Scop de chercheurs ou de startups sous forme de Scop...)

Faites-vous une opinion

Le 28 janvier dernier, le groupe Gauche unitaire européenne (GUE) a tenu le 1er Forum ESS européen, avec l'aide du groupe ESS du PCF, largement ouvert à d'autres composantes du PE, institutions et acteurs européens de l'ESS et qui a réuni plus de 250 personnes, notamment parlementaires européens, acteurs de l'ESS, représentants des territoires ou de divers partis politiques de gauche. La question au cœur des échanges a été celle de la nature de l'alternative que représente l'ESS en Europe. Tous les participants ont pu développer la place que, dans chaque pays concerné, l'ESS occupe dans les champs économique, social, environnemental mais aussi culturel et démocratique. Ce colloque nous conforte dans l'idée que de nouvelles réponses doivent être apportées aux femmes et aux hommes non seulement en termes de besoins sociaux, mais aussi en termes d'aspirations plus larges à l'initiative y compris entrepreneuriale..



Nous avons lu



(Biens) communs, quel avenir ? Un enjeu stratégique pour l'ESS

Pierre Thomé, Jean Huet, Christian Laval, Éditions Yves Michel, 2016

Qu'est-ce qui rapproche les comités de l'eau à Cochabamba (Bolivie) et l'agropastoralisme coopératif du Versant du soleil en Tarentaise ? Un processus tout simplement, celui des COMMUNS !

Un mot n'est peut-être qu'un mot, mais il est, ce qui a son importance, puisqu'il peut sous-tendre des idées et des pratiques, ainsi en est-il pour COMMUN, et ce mot devient concept quand il est associé à d'autres tels ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS).

« L'enclosure » des ressources naturelles les plus vitales au nom du sacro-saint droit de propriété foncière, conduit à des tragédies à répétition pour l'humanité et seules des initiatives citoyennes collectives sont en mesure de changer le cours des choses. C'est ainsi que se créent des COMMUNS dans une triple dimension : économique, sociale, écologique, et qui s'inscrivent le plus souvent dans le cadre institutionnel de l'ESS (associations, Scop, Scic).

Cet essai, concis, clair et empirique, met en évidence un "FAIRE EN COMMUNS". De nombreuses pratiques sont mises en lumière à propos de l'eau (Paris, Cochabamba), de l'agriculture (Foncière Terre de liens...), de l'alimentation en circuits courts (Scic la Galerie Paysanne...), de l'énergie renouvelable (Scic Enercoop...), de la finance éthique (Scop la Nef), de la santé (Scic Viv' la Vie), de l'information (Scic Altermondes)... Et de multiples autres expériences pourraient à juste titre figurer dans cet ouvrage...

Reste une question-clé : ce concept de COMMUN peut-il participer à la reconstruction d'un récit politique fort appauvri et à la recherche de sens ?

Nous sommes avec eux

Nous appelons nos lecteurs à soutenir l'Huma qui, partenaire du mois de l'ESS et des Rencontres du Mont Blanc, chaque premier mardi du mois consacre 4 pages à l'économie sociale et solidaire, ses acteurs, ses réalisations.



Nous y serons

L'ESS dans les (nouvelles) politiques urbaines. Regards croisés. Angers, les 08, 09 et 10 juin 2016

Ce colloque international se tiendra à la Maison de la Recherche Germaine Tillion (MSH régionale Ange Guépin en Pays de la Loire). Il est co-organisé par le laboratoire Espaces et Sociétés (ESO, UMR CNRS 6590), l'InterRéseau d'Economie Sociale en Anjou (IRESA), le RgoRESS (Réseau Grand Ouest de Recherche en ESS) et la Fondation Gabriel Péri.